

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 11 MARS 2021**

JP/VA

OBJET : 2.5. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – RESSOURCES HUMAINES – CRÉATION POSTE ARCHIVISTE

L'an deux mille vingt-et-un, le onze du mois de mars à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis 80, avenue de la République à LARGENTIÈRE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, sont présents à la délibération suivante :

| NOM Prénom | Collectivité représentée | Présent-e ou supplé-e | Supplé-e par pouvoir donné à |
|------------------------|--------------------------|-----------------------|------------------------------|
| PASCAL Jean | FAUGÈRES | x | |
| GARRIDO Jean-Manuel | ST-ANDRÉ-DE-CRUZIÈRES | x | |
| ARCHIMBAUD Patrick | VALS-LES-BAINS | x | |
| DURAND Jean-Luc | PONT-DE-LABEAUME | x | |
| MERINE Philippe | ST-PRIVAT | x | |
| MARRON Jacques | SIAEP DE BARJAC | | |
| BALAZUC Thierry | LACHAPELLE S/S AUBENAS | x | |
| LACROIX Bernard | LARGENTIÈRE | x | |
| BACCONNIER Jean-Claude | SIVOM OLIVIER DE SERRES | x | |
| BALMELLE Robert | BERRIAS-ET-CASTELJAU | x | |
| FLAMBEAUX Patrice | LABEAUME | | |
| SOUBEYRAND Jacky | AUBENAS | x | |
| CHASTAGNIER Geneviève | JOYEUSE | x | |
| BOYER Joël | UCEL | x | |
| GROS Cyril | LABÉGUDE | x | |
| LLORCA Patricia | ST-JULIEN-DU-SERRE | x | Cyril GROS |
| CHARRIER Nicolas | CHASSIERS | x | |
| CARON Christian | RUOMS | | excusé |
| COROMINA Jean | VALLON-PONT-D'ARC | x | |
| VÉOL Christophe | LALEVADE D'ARDECHE | x | |

A été élu secrétaire de séance : M. Jean-Manuel GARRIDO, 1^{er} vice-président.

OBJET : 2.5. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – RESSOURCES HUMAINES – CRÉATION POSTE ARCHIVISTE

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du comité syndical en date du 28 septembre 2020).

Le décret n°2020-569 du 13 mai 2020 permet, en application de l'article 17 de la loi de transformation de la fonction publique et du décret du 27 février 2021, de recruter un agent par contrat à durée déterminée pour mener à bien une opération ou un projet identifié, dont la réalisation constituera l'échéance du contrat.

Aux termes du nouvel article 3 II de la loi de 1984, « Le contrat est conclu pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans ». Il peut être renouvelé dans la limite d'une durée totale de six ans ». Il concerne toutes les catégories hiérarchiques (A, B et C).

Le décret du 27 février 2020 précise les conditions de mise en œuvre du contrat de projet dans les administrations d'État, territoriales et hospitalières. Le contrat conclu doit comporter un certain nombre de clauses obligatoires (description du projet ou de l'opération, définition des tâches à accomplir, durée du contrat correspondant à la durée prévisible du projet ou de l'opération...). L'administration doit respecter un préavis lorsqu'elle renouvelle le contrat ou qu'elle y met fin (de deux mois si le contrat est de moins de trois ans, de trois mois pour le contrat de plus de trois ans). En cas de rupture anticipée du contrat, l'agent a droit à une indemnité d'un montant égal à 10% de sa rémunération totale au moment de l'interruption de son contrat.

Le SEBA a lancé l'initiative d'une mutualisation d'un archiviste auprès de structures avoisinantes. Quatre collectivités ont répondu favorablement à cet appel. Le SEBA serait porteur du contrat de projet. Il doit créer le poste d'archiviste et modifier en conséquence le tableau des effectifs, sachant qu'il ne peut savoir à ce jour quel sera le cadre d'emploi correspondant (soit catégorie A, soit catégorie B).

Cette création entraînera la modification correspondante dans le tableau des effectifs de la collectivité.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents ou représentés, décide de :

- **CRÉER** un poste d'Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques à compter du 15 mars 2021,
- **CRÉER** un poste d'Attaché de conservation du patrimoine à compter du 15 mars 2021,
- **AUTORISER** le président à signer les conventions avec les collectivités partenaires,
- **AUTORISER** le président à mener les démarches nécessaires.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le président,

Jean PASCAL